



ELSEVIER

EDITORIAL



www.elsevier.com/locate/natsci

Remue-ménage dans la recherche publique

Turbulences within french public research

Dans leurs réflexions stratégiques actuelles, nos grands établissements de recherche s'interrogent, une fois de plus, sur la meilleure structuration et les formes d'animation les plus pertinentes pour améliorer la collaboration entre leurs différentes composantes disciplinaires. Il s'agit bien de mettre en valeur le modèle français d'établissements publics, spécialisés dans les activités de recherche et organisés par grands domaines. *NSS* a déjà évoqué, dans un numéro récent, le dernier plan quadriennal du CNRS qui fait de l'interdisciplinarité, dans une dynamique prospective, un instrument et un objectif au cœur de son projet. Plus récemment - et c'est une première dans l'histoire de l'institution - le département Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS a réuni autour d'une table ronde sur l'interdisciplinarité, lors d'un colloque à Gif-sur-Yvette, tous les directeurs des autres départements, invités à exprimer ce qu'ils attendaient des sciences sociales et, en retour, ce qu'ils pouvaient leur apporter. L'Inra vient de reconfigurer les périmètres de ses départements de recherche autour d'objets et non plus seulement de disciplines. Le Cemagref rédige un schéma stratégique ambitieux le positionnant en opérateur actif sur les questions d'environnement. L'IRD va examiner l'an prochain les résultats et les projets de la centaine d'Unités de recherche et de service, mises en place ces dernières années sur une base disciplinaire ; cette procédure pourrait donner l'occasion de rendre son organisation plus lisible au regard de questions de recherche pertinentes pour le développement. Le Cirad, lui aussi, s'interroge sur son organisation scientifique.

Les réaménagements institutionnels ou les orientations programmatiques dans lesquels l'interdisciplinarité constitue l'horizon de nouvelles pratiques de recherche, ne sont ni anodins, ni de pure convention. Les conditions d'exercice de la science en société sont évidemment au cœur de ces enjeux organisationnels, dans un contexte d'interrogation

des choix scientifiques et technologiques et de mise en question des procédures habituelles de l'innovation. Répondre à une société confrontée à des risques avérés ou pas, angoissée face à des problèmes de santé publique en résonance avec les choix technologiques, stupéfaite et même désarçonnée par l'impact d'une canicule qu'elle refuse d'attribuer à la fatalité, renouvelle radicalement l'exigence d'une utilité sociale de la science. En fait, les problèmes de société qui interpellent la communauté scientifique confèrent aux objets qu'elle se donne un caractère hybride, parce que centrés sur une production de connaissances pour et au service de la communauté humaine. La question de l'environnement, si communément mobilisée lorsqu'est évoquée la nécessité de pratiques interdisciplinaires, doit son succès à sa capacité à désigner, au-delà de la multiplicité des problèmes visés, la dimension humaine et sociale des objets que la science soumet à analyse.

Du point de vue des institutions de recherche, ce centrage sur l'interdisciplinarité n'est pas un fait nouveau. La spécialisation disciplinaire est intrinsèque au développement et à l'approfondissement des savoirs. L'exigence pour les institutions de retisser ce que les conditions de production des connaissances tendent à séparer fait partie de leur mission. Elle n'est sans doute pas étrangère à l'appel à l'interdisciplinarité qui constitue un cadre formel et conceptuel d'intégration des communautés scientifiques. Mais l'enjeu actuel va bien au-delà de la réduction de la tension inévitable entre logique courante de production des connaissances et nécessité de les tenir ensemble dans une institution de recherche. Et les réponses à la hauteur d'un tel enjeu ne vont pas de soi. En témoignent les difficultés rencontrées par la constitution récente des commissions interdisciplinaires au sein du CNRS. Les bonnes intentions ne suffisent pas et on ne chasse pas si facilement les vieux démons. Le passé nous a appris le coût, autant pour les institu-

tions que pour les chercheurs, d'initiatives conçues avec un volontarisme confinant à la maladresse et qui, in fine, découragent et s'avèrent pires que le mal. Autant de raisons pour que l'ensemble des chercheurs ne délègue pas à leurs seules institutions le soin d'inventer les réponses, nécessairement difficiles, à des défis que la société envoie à ses scientifiques et qui supposent que ceux-ci s'engagent plus avant dans des pratiques interdisciplinaires.

Notre revue, et l'association qui l'accompagne, se doivent d'impliquer les chercheurs dans la « mise à l'agenda » de la question interdisciplinaire par les différents établissements de recherche. Ce serait un manquement de notre part si dans un tel débat, orchestré au rythme des impératifs de gestion publique de la recherche, nous laissions ignorer le capital d'expériences et de savoir-faire que nous avons constitué au fil des dix années du projet de NSS, avec d'ailleurs le soutien de nos établissements. Nous n'avons pas prétention à rassembler la multiplicité des pratiques et des champs dans lesquels l'interdisciplinarité est convoquée et mise à l'épreuve. Notre capital est constitué des actions de recherche ancrées dans les communautés des sciences sociales, des sciences de la nature et des sciences de l'ingénieur. Et les questions qui nous occupent, et dont la revue se fait le porte-parole, nous situent de fait au cœur des défis d'une science

en société : les changements climatiques, la santé, les risques environnementaux, la gestion des ressources naturelles, les conséquences des engagements internationaux sur les priorités et les procédures d'action, le développement durable... Non seulement, il est légitime de ne pas accepter de subir des choix institutionnels qui ne seraient pas partagés, mais il nous faut être force de proposition. Les prochaines journées de l'association, dont l'objectif est de faire le bilan de dix années de publications dans la revue, seront un moment pour cela. Et dans l'année à venir, nous nous donnerons les moyens pour que nos communautés puissent apporter leur contribution à un débat dans lequel notre responsabilité de scientifique est totalement engagée.

Jean-Paul Billaud
*Sociologue, CNRS, Ladyss, Université Paris X,
Bât K, 92100 Nanterre cedex France**
Adresses e-mail :
billaud@u-paris10.fr (J.-P. Billaud).

Bernard Hubert
*Ecologue, INRA, 147, rue de l'Université, 75338
Paris cedex 07 France*
Adresses e-mail :
hubert@avignon.inra.fr (B. Hubert).

* Auteur correspondant.

Available online at www.sciencedirect.com

SCIENCE @ DIRECT®